

©MercyCorps



21 Décembre 2023

NIGER : Agir en urgence en faveur de plus de 4,5 millions de personnes en besoin d'assistance humanitaire en 2024

La présente note vise à attirer l'attention des décideurs et des acteurs de la réponse humanitaire et du développement sur les mesures à prendre face aux besoins humanitaires, particulièrement l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le Niger est confronté à des crises multiples et interconnectées à l'insécurité alimentaire chronique, aux conflits aux frontières sud-est et ouest, aux inondations, aux impacts du changement climatique, à la pauvreté structurelle et à la faiblesse des services sociaux de base. A ceux-ci se sont récemment ajoutées les conséquences des sanctions imposées au pays à la suite du coup d'État du 26 juillet 2023. La détérioration du contexte sécuritaire dans les régions de Tillabéry, Diffa, Tahoua et Maradi, les mouvements transfrontaliers ont mis plus de 700 000 personnes en situation de déplacement forcé à l'intérieur du pays. On estime qu'en 2024, **4,5 millions** de personnes seront en besoin d'assistance humanitaire [1].

1. Situation alimentaire et nutritionnelle

Les résultats des travaux du **Cadre harmonisé [2]** de novembre 2023 indiquent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, avec actuellement **2,3 millions** de personnes en crise alimentaire. Cela représente plus **du double** de personnes affectées qu'à pareille époque en 2022. **La moitié sont des enfants**. La situation risque de s'aggraver encore au cours de la période de soudure 2024, avec potentiellement **3,2 millions** de personnes qui ne pourront pas satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels (elles étaient au nombre de **2,9 millions** en 2023).

La situation nutritionnelle reste préoccupante avec, pour la seule période d'août à octobre 2023, plus de 258 000 enfants malnutris aigus admis dans les services de santé dont plus de 111 000 cas sévères. Environ 76 % des CRENAM [3] sont en rupture ou en pré-rupture de stock d'intrants essentiels pour le traitement de la malnutrition. On estime à environ 118 000, le nombre d'enfants qui ne bénéficient pas de prise en charge en raison du manque d'intrants nutritionnels. Cela pourrait glisser vers une augmentation estimée de 40 000 enfants malnutris aigus sévères (MAS) au cours du 4e trimestre 2023, effet qui perdurera au premier trimestre 2024.

Cette situation alimentaire et nutritionnelle est aggravée par :

- Une production céréalière 2023 en baisse de 14 % par rapport à l'année 2022 et de 4 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années ;
- Une production fourragère 2023 globalement mauvaise surtout en zone pastorale ;
- La poursuite de la perturbation du fonctionnement des marchés dans certaines zones des régions de Diffa, Tillabéry, Tahoua et Maradi engendrant des hausses importantes des prix des denrées alimentaires ;
- Les crises cycliques et prolongées liées au changement climatique et à la dynamique des déplacements qui accroissent la vulnérabilité des populations ;

1,2 million de personnes – près de 65 % des 1,9 million de personnes ciblées dans le Plan de réponse humanitaire (HRP) 2023 [4] – ne reçoivent pas l'aide vitale en raison de contraintes financières persistantes. Les ressources disponibles permettent d'aider seulement 700 000 personnes (37 % de l'objectif de HRP) jusqu'à la fin de l'année 2023. Il y a un besoin urgent de 30 millions de dollars pour faire face à l'insécurité alimentaire d'ici à la fin de l'année 2023.

La situation sociopolitique depuis le 26 juillet 2023 ne connaît pas d'évolution significative avec le maintien des mesures de suspension des relations commerciales et financières imposées par la CEDEAO et de l'UEMOA, ainsi que les frontières avec le Bénin et le Nigeria qui restent fermées par les autorités nigériennes. La suspension de l'aide au développement entraînera des conséquences non négligeables sur l'accès des populations nigériennes aux services sociaux de base tels que l'éducation et la santé.

2. Accès aux services sociaux de base.

La fermeture des frontières a occasionné un blocage des approvisionnements en médicaments, vaccins et intrants essentiels. Cette situation cause une rupture de stock de médicaments, réduit l'accès aux soins et services de santé des populations vulnérables avec un risque d'augmentation de la morbidité et de la mortalité surtout dans les zones à accès limité en raison des conditions de sécurité.

Plus de 1 million d'enfants en âge scolaire sont affectés par la crise humanitaire dans les régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéry. À ce jour, 987 écoles restent fermées en raison de l'insécurité, avec plus de 87 000 élèves non scolarisés. La réduction de l'aide financière dédiée à l'éducation risque d'impacter plus de 50 000 enseignants, ce qui risque d'affecter le maintien de l'effectif des enseignants.

Le secteur de l'eau, hygiène et assainissement (EHA) est financé actuellement à 54 % (13,8M USD sur les 25,5M nécessaires). Les sanctions économiques et financières en cours ont provoqué une hausse du coût d'achat des différents articles de première nécessité pour les réponses d'urgence en EHA. Il s'agit des articles tels que les produits de traitement de l'eau et les différents kits d'hygiène. Une telle hausse proviendrait d'une inflation déclenchée par la fermeture de certaines frontières terrestres, mais aussi par l'arrêt temporaire des activités de certains partenaires à la suite de la suspension de l'aide de bailleurs au développement [5]; Ces différents chocs contribuent à une érosion de la protection des communautés. Plus de 1 200 000 personnes vulnérables pourraient rester sans assistance en protection. Au 30 septembre 2023, en raison du faible taux de financement et des restrictions de l'accès humanitaire, les acteurs humanitaires n'ont pu apporter une réponse de protection qu'à 216 243 personnes, soit seulement 26 % des personnes ciblées par le HRP.[6]

3. Recommandations

Au Gouvernement du Niger :

- Poursuivre et renforcer l'opération « **vente des céréales à prix modéré** » dans les zones de déficit de production et les zones sous état d'urgence,
- Faciliter et garantir l'acheminement de l'aide par voie terrestre et aérienne, afin de soutenir les activités répondant aux besoins fondamentaux des populations vulnérables au Niger. Cela se concrétise par l'ouverture de la frontière terrestre du Niger avec le Nigeria et le Bénin pour le passage de l'aide humanitaire.
- Faciliter l'accès des travailleurs humanitaires partout où besoin est, particulièrement dans les zones difficiles d'accès.

À la CEDEAO et ses États Membres :

- Nous réitérons notre appel à la CEDEAO et ses États membres d'introduire formellement des exemptions humanitaires dans le régime de sanctions contre le Niger. Cela doit se concrétiser par l'acheminement sans entraves des biens et produits essentiels à l'assistance humanitaire et l'autorisation de toutes les transactions commerciales et financières nécessaires à la livraison de l'aide humanitaire au Niger.

Aux donateurs :

- Il est impératif que les bailleurs de fonds **ayant suspendu ou réduit leurs appuis financiers revoient leur décision pour permettre aux acteurs d'intervention auprès des populations vulnérables de répondre à minima aux besoins exprimés dans le plan de réponse humanitaire.**
- Les bailleurs de développement sont invités à adopter des stratégies de financement priorisant davantage l'accès des populations aux services sociaux de base. Les ONG humanitaires et de développement peuvent également jouer un rôle dans ce maintien des services sociaux de base si elles obtiennent des financements leur permettant de développer des logiques d'intervention de long terme visant à renforcer les acteurs locaux et les communautés dans la prestation des services.

[1] Global Humanitarian Overview 2024 - <https://humanitarianaction.info/document/global-humanitarian-overview-2024/article/niger-1>

[2] Harmonized Framework for the Identification of Risk Areas and Populations in Food and Nutrition Insecurity - https://oiren.org/wp-content/uploads/2023/11/Note_decideurs_CadreHarmonise_Nov2023_Niger_VFF.pdf

[3] Outpatient Nutritional Recovery Center for Moderate Malnutrition

[4] <https://reliefweb.int/report/niger/niger-plan-de-reponse-humanitaire-mars-2023>

[5] OCHA/ Impact of ECOWAS sanctions on humanitarian action in Niger /31 October 2023

[6] https://oiren.org/wp-content/uploads/2023/12/Protection_Analysis_Update_Niger_Novembre_2023.pdf

Signataires /Signatories :



Pour plus d'information veuillez contacter:

For further information, please contact:

Djaffra TRAORE

Lead du Groupe Technique Plaidoyer (GTH/OIREN)
 Coordinateur Plaidoyer/Action Contre la Faim
 Mobile : +227 81 51 51 60
djtraore@ne.acfspain.org

Mohammed Chikhaoui

Coordonnateur-Représentant du Groupe de travail humanitaire (GTH/OIREN) Niger
 Mobile : +227 80 07 00 48
RepresentantGTH@oiren.org
mohammed.chikhaoui@rescue.org